

Analyse de l'investissement

Investissement

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
Emplois d'investissement	9 077	9 797	+7,9	10 369	+5,8
Dépenses d'équipement	2 582	3 100	+20,1	3 436	+10,9
Subventions d'équipement versées	4 591	4 929	+7,4	5 351	+8,6
Remboursements d'emprunts*	1 373	1 503	+9,5	1 276	-15,1
Autres dépenses	1 904	1 768	-7,1	1 582	-10,5
Ressources d'investissement	3 782	4 160	+10,0	4 709	+13,2
FCTVA	379	378	-0,2	492	+30,2
Autres dotations et subventions	1 047	999	-4,6	1 098	+9,9
Emprunts*	2 106	2 560	+21,5	2 825	+10,4
Autres recettes (a)	2 356	2 783	+18,1	3 119	+12,1

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

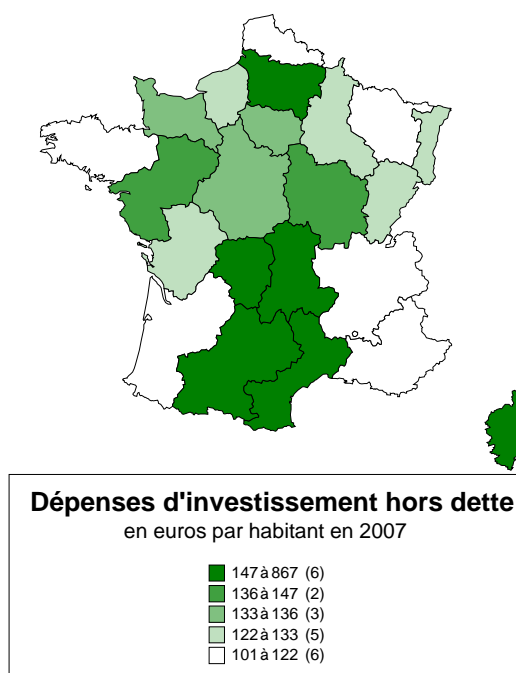
* hors refinancements et opérations de gestion de la dette

1. Les dépenses d'investissement

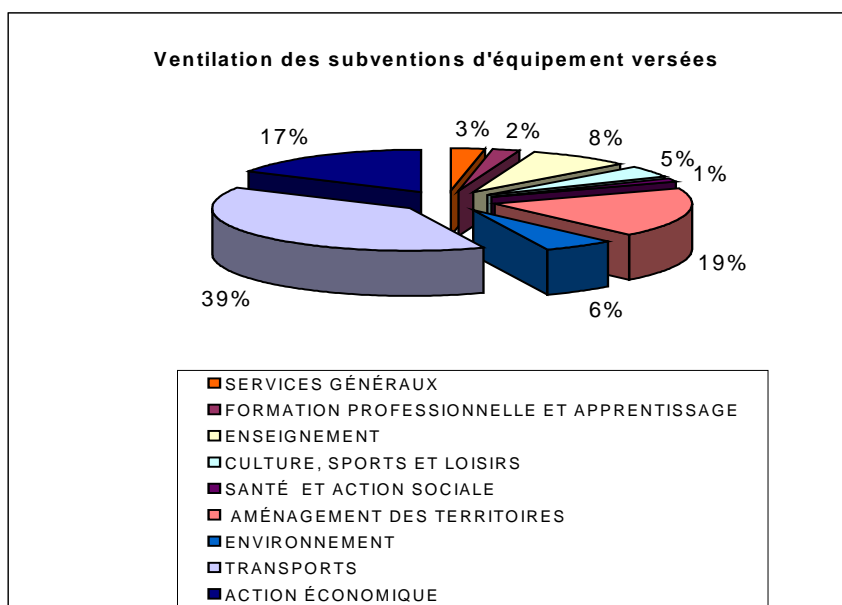
Les dépenses d'investissement restent dynamiques. Elles progressent de manière significative en 2007 (+ 5,8%).

Elles sont composées à 52% de subventions d'équipement versées, à 33% de dépenses d'équipement et à 12% de remboursements d'emprunts. Les régions sont les seules collectivités territoriales pour lesquelles le poids des subventions d'équipement versées est supérieur à celui des dépenses directes d'équipement.

Les dépenses d'investissements hors dette s'élèvent en moyenne à 143 euros par habitant pour toutes les régions (Régions d'Outre-Mer comprises) et à 134 euros en métropole.



Les subventions d'équipement versées continuent leur progression en 2007 avec +8,6%. Elles atteignent près de 5,4 milliards d'euros.

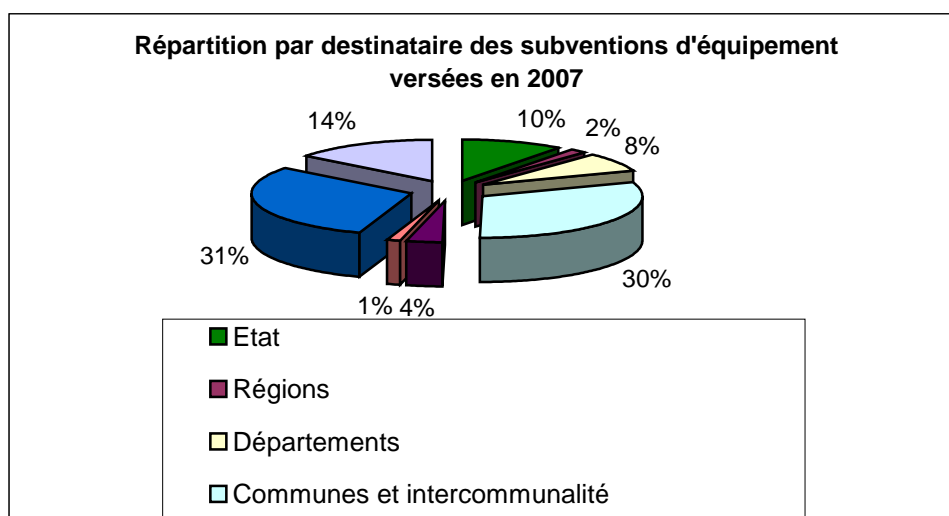


Ces subventions d'équipement versées concernent principalement les domaines suivants :

- transports (2,1 milliards d'euros),
- aménagement des territoires (1 milliard d'euros),
- action économique (900 millions d'euros),
- enseignement (440 millions d'euros).

Ces subventions d'équipement sont versées à 77% à des organismes publics. Parmi celles-ci, 31% sont allouées à des organismes de transport (soit 1,26 milliard d'euros). 30% reviennent aux communes et aux structures intercommunales (soit près de 1,3 milliard d'euros), premiers investisseurs du secteur public local.

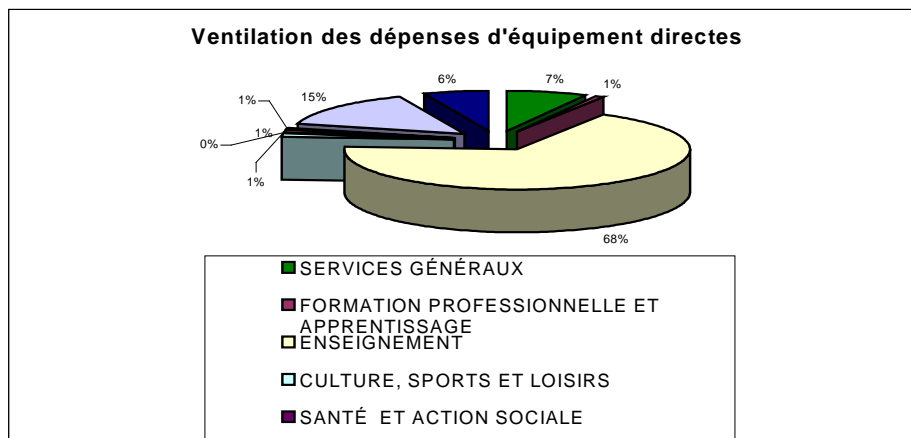
Les plus fortes progressions entre 2006 et 2007 concernent, d'ailleurs, les communes et structures intercommunales (+17%) et les organismes de transport (+10,8%). La reprise de l'investissement communal entraîne mécaniquement une progression des subventions versées par les régions dans le cadre du financement croisé des projets.



Les conseils régionaux versent également des subventions aux personnes de droit privé (associations, entreprises...) à hauteur de plus d'un milliard d'euros en 2007.

Les dépenses d'équipement directes restent dynamiques (+10,9%), même si leur progression a ralenti (+20,1% entre 2005 et 2006). Elles s'élèvent à 3,4 milliards d'euros en 2007.

L'enseignement (2,3 milliards d'euros de dépenses d'équipement directes) et les transports (507 millions d'euros) concentrent les principales dépenses directes.



Les remboursements d'emprunts sont en recul (-15,1%) après la hausse observée en 2006 (+ 9,5%) pour un volume financier global de près de 1,3 milliard d'euros.

2. Les recettes d'investissement

Les ressources d'investissement progressent de 13,2% (+10% en 2006) globalement.

Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) augmente de 30,2% pour s'élever à 492 millions d'euros. Le FCTVA représente 10% des ressources d'investissement des régions.

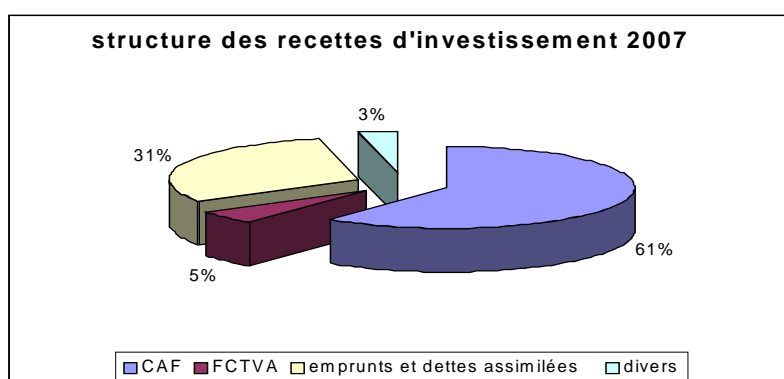
Les autres dotations et subventions d'équipement augmentent de 9,9% en 2007, soit une ressource supplémentaire de 99 millions d'euros par rapport à 2006. Ce poste regroupe plus de 23% des ressources d'investissement.

Parmi ces ressources, la dotation régionale d'équipement scolaire –en hausse de 3,3%– atteint 643 millions d'euros, soit près de 59% du total des autres dotations et subventions.

L'autofinancement augmente de 103 millions d'euros entre 2006 et 2007, soit une augmentation de 1,9% (contre +2,6% entre 2005 et 2006).

Le taux de couverture des dépenses d'investissement par la CAF reste stable (47,3% en 2007 contre 47,8% en 2006).

L'autofinancement reste la première source de financement de l'investissement des régions.



Après mobilisation de l'autofinancement, les régions ont dégagé en 2007 un besoin de financement qui a été comblé par le recours à l'emprunt mais également par un prélèvement opéré par les conseils régionaux sur leurs fonds de roulement à hauteur de 85 millions d'euros.

Équilibre financier global		(En millions d'euros)
Section de fonctionnement	Produits	19 614
	Impôts directs	4 418
	Impôts indirects	6 119
	Concours de l'Etat	8 286
	Subventions et participations	583
	Autres produits	208
	Autofinancement	5 573
Section d'investissement	Autofinancement	5 573
	Ressources d'investissement	
	hors emprunts	1 885
	Endettement	1 550
	Diminution du FDR	85
	Charges	14 040
	Achats, charges externes	1 418
	Personnel	1 596
	Subventions et contingents	10 358
	Charges financières	497
	Autres charges	172
	Emplois d'investissement	
	hors dettes	9 093